



En haut : Sommet pour l'action sur l'IA au Grand Palais.

© Photo Isabelle Harsin/SIPA/MEAE.

Emmanuel Macron lors du Sommet pour l'action sur l'IA au Grand Palais le 10 février 2025.

© Photo Philemon Henry/MEAE.

Sommet IA : la culture au second plan

Alors que le Sommet pour l'action sur l'intelligence artificielle s'est conclu à Paris par une cascade d'annonces d'investissements, chiffrés à plusieurs centaines de milliards, la course à l'expansion et à l'innovation n'a laissé que peu de place aux annonces concrètes concernant le secteur culturel.

PAR JADE PILLAUDIN



Au Sommet pour l'action sur l'intelligence artificielle, l'art était bel et bien présent, mais plutôt comme toile de fond. Sous la verrière du Grand Palais, les quelque 1 500 invités de l'événement, organisé par l'État français et coprésidé par l'Inde, échangeaient sous d'immenses écrans où défilaient des œuvres réalisées avec de l'IA, choisies par le curateur Dominique Moulon et signées Sofia Crespo, Sabrina Ratté, Holly Herndon & Mathew Dryhurst, Alice Gordon, Obvious, ou Refik Anadol, star de l'art numérique. Présent au sommet, ce dernier avait, deux jours avant l'ouverture, défendu sa participation à une vente Christie's entièrement consacrée à des œuvres recourant à l'IA (« Augmented Intelligence », lancée le 20 février) contre laquelle plus de 4 000 artistes sont





Rachida Dati, ministre de la Culture, inaugure le Sommet de l'intelligence artificielle (IA) à la Bibliothèque François Mitterrand (BNF) à Paris le samedi 8 février 2025.

© Photo Benoit Durant/AFP.

vent debout avec la signature d'une lettre ouverte. La polémique est symptomatique des vives tensions qui déchirent le monde de la culture, dont les acteurs les plus inquiets espéraient du sommet des annonces fortes. Mais plutôt que l'imposition de cadres éthiques et de régulations juridiques, ce sont surtout les grandes annonces d'investissements financiers qui ont dominé les discours, Emmanuel Macron martelant un « *réveil* » européen face aux poids lourds états-uniens et chinois en matière d'IA : le 10 février, le président français a fait état d'un investissement 109 milliards d'euros dans les technologies de l'intelligence artificielle, somme qui proviendra essentiellement de fonds

internationaux, et qui impliquera une soixantaine d'entreprises, pour la plupart internationales (Amazon, Apollo Global Management, Brookfield, Telehouse, mais aussi les français Mistral et Thales) et les Émirats arabes unis, qui mettront 50 milliards sur la table pour la création du plus grand datacenter d'Europe, déjà critiqué pour son futur impact environnemental. Mardi 11 février, la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, a renchéri en annonçant la mobilisation de 200 milliards d'euros, qu'elle a défini comme « *le plus grand partenariat public-privé dans le monde pour le développement d'une IA fiable* », et qui s'appuiera sur une alliance baptisée EU AI Champions Initiative, regroupant Mistral, Airbus, L'Oréal, Mercedes, Orange, Siemens ou Spotify.

Des dossiers en cascade

Calé à la veille du Sommet, le week-end culturel, organisé entre la Bibliothèque nationale de France et la Conciergerie, a ébauché ce que la ministre de la Culture, Rachida Dati, a défini comme le début d'une « *prise de conscience* » alors que les dossiers s'accumulent sur les bureaux du ministère : clarification des politiques d'ouverture des contenus libres de droit, lutte contre la désinformation, élaboration de lignes directrices sur la rémunération des contenus sous droits utilisés par des entreprises d'IA, investissements



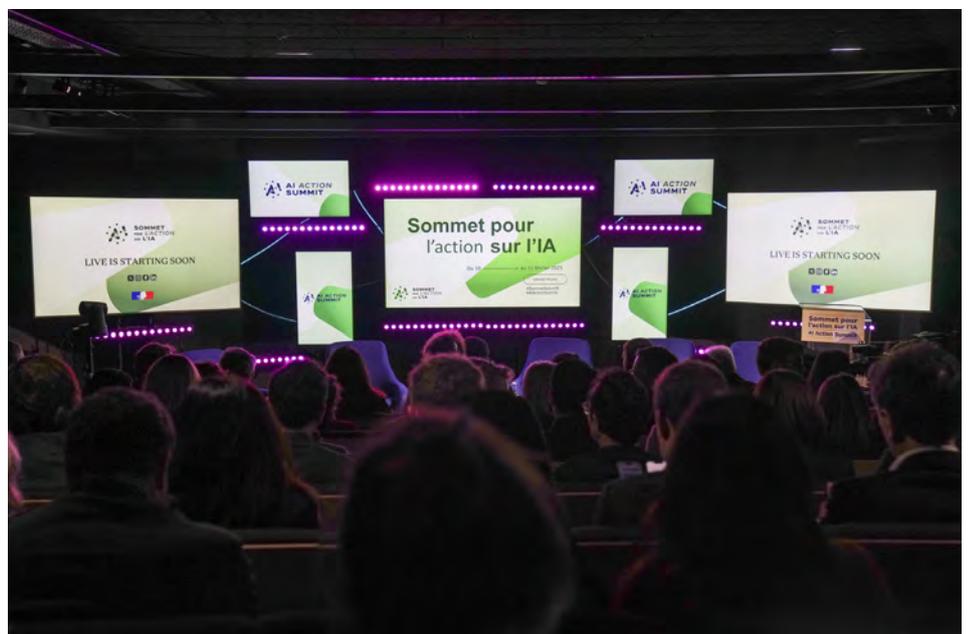
Refik Anadol
Machine hallucinations - ISS Dreams - A.

Estimation : 30 000 - 50 000 dollars. Vente « *Augmented Intelligence* », chez Christie's du 20 février au 5 mars 2025.

© Christie's.

Sommet pour l'action sur l'IA au Grand Palais.

© Photo Gabrielle Cezard/SIPA/MEAE.





Sommet pour l'action sur l'IA au Grand Palais.

© Photo Philemon Henry/MEAE.

Rachida Dati, ministre de la Culture, et Gilles Pécout, directeur général de la Bibliothèque nationale de France (BnF) le 3 février 2025.

© Photo Ludovic Marin/AFP.



« Contre-sommet de l'IA : pour un humanisme de notre temps » au théâtre de la Concorde lundi 10 février 2025.

© Photo Eric Thiepaout.

« Les effets de l'IA sur les métiers de l'information et de la culture : l'écriture » avec Pauline Tardieu-Collinet, Laura Hurot, Tomas Pereira Ginet-Jaquemet, Ghislaine Pujol, Romain Protat, Francis Magois, Éric Barbier.



techniques, mutualisation des ressources, renforcement de la coopérations entre acteurs de l'IA et industries culturelles, étude de l'impact écologique... « L'IA doit être un levier de souveraineté culturelle, en mettant la technologie au service des créateurs et non l'inverse », arguait la ministre le 8 février, dans le cadre d'une journée de six tables rondes allant de l'usage de l'IA dans le traitement des données des collections au questionnement de la part de créativité humaine dans les œuvres utilisant le *prompt*, série de données fournies par un individu à un système d'IA. Si Emmanuel Macron s'était opposé à durcir les règles dans la loi européenne l'IA Act - qui entre en vigueur ce mois-ci - la ministre a voulu rassurer en promettant le lancement d'une « concertation nationale sur l'émergence d'un marché éthique respectueux du droit d'auteur ». « Le respect de la propriété intellectuelle et des droits d'auteurs, ce n'est pas une option, ce n'est pas un détail et ce n'est pas un débat franco-français (...) Il ne s'agit pas d'opposer innovation et protection du droit d'auteur, mais de créer un cadre où chaque acteur, grand ou petit, peut trouver sa place et prospérer. » Lundi 10 février, à l'issue de la table ronde « Créer un cercle vertueux entre IA, création et information » orchestrée au Grand Palais, le ministère s'est essayé à une première annonce concrète touchant au patrimoine, avec la création d'HeritageWatch AI, fonds de dotation dédié à la prévision et à l'analyse des risques pesant sur les lieux patrimoniaux touchés par les conflits armés, les catastrophes naturelles et le dérèglement climatique. Là encore, l'initiative repose en grande partie sur la mobilisation de fonds d'entreprise venus des États-Unis, le géant Microsoft ayant promis d'injecter sur 750 000 dollars sur quatre ans, auxquels s'ajoutent 250 000 dollars de la fondation genevoise ALIPH (Alliance for Protecting Heritage). Du côté institutionnel, le président de la BnF, Gilles Pécout, s'est positionné pour prendre part à la création de la première IA générative francophone, en collaboration avec d'autres institutions et fonds d'archives français, qui doit selon lui s'inscrire dans un cadre légal du respect des droits d'auteur.

Contre-sommet

À quelque 400 mètres du Grand Palais s'est aussi tenu les 10 et 11 février au théâtre de la Concorde (ancien Espace Pierre Cardin) un Contre-sommet de l'IA (organisé par le philosophe Éric Sadin, spécialisé dans les technologies numériques et l'intelligence artificielle, et le journaliste Éric Barbier, référent IA générative au sein du Syndicat national des journalistes) qui réunissait une trentaine de chercheurs, journalistes, scénaristes, artistes interprètes mais aussi traducteurs. Les acteurs du monde de l'art contemporain, eux aussi touchés par l'arrivée de l'IA sur le marché, n'étaient malheureusement pas au rendez-vous. Tous ont alerté sur une implémentation à « *marche forcée* » de l'IA dans dans les industries culturelles pour gagner en productivité, bien loin de l'esprit de course à l'innovation vantée par les chefs d'état et patrons de la tech présents au Grand Palais. Les intervenants ont aussi rappelé le risque de remplacement par l'IA d'emplois dans de nombreux secteurs, de la bande dessinée à l'animation, du cinéma à la musique. L'audiovisuel est particulièrement touché : l'acteur Vincent Elbaz a ainsi fait état de la circulation de scénarios en partie écrits par ChatGPT, reconnaissant tourner dans des films faisant appel à l'IA pour certaines scènes. Là encore, l'ambiance était bien différente au Grand Palais, où le vice-président états-unien, J.D Vance, s'est, sans surprise, opposé à l'idée d'une « *régulation excessive* » des technologies de l'IA. Les États-Unis n'ont d'ailleurs, tout comme le Royaume-Uni, pas signé la déclaration finale du Sommet, approuvée par 61 pays, dont la Chine, l'Inde et les États membres de l'Union européenne.

